Économie continentale?

Autor(en): **Keller, Georges**

Objekttyp: **Article**

Zeitschrift: **Revue syndicale suisse : organe de l'Union syndicale suisse**

Band (Jahr): **33 (1941)**

Heft 2

PDF erstellt am: **25.05.2024**

Persistenter Link: https://doi.org/10.5169/seals-384258

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Inhalten der Zeitschriften. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern.
Die auf der Plattform e-periodica veröffentlichten Dokumente stehen für nicht-kommerzielle Zwecke in Lehre und Forschung sowie für die private Nutzung frei zur Verfügung. Einzelne Dateien oder Ausdrucke aus diesem Angebot können zusammen mit diesen Nutzungsbedingungen und den korrekten Herkunftsbezeichnungen weitergegeben werden.
Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Die systematische Speicherung von Teilen des elektronischen Angebots auf anderen Servern bedarf ebenfalls des schriftlichen Einverständnisses der Rechteinhaber.

Haftungsausschluss

Alle Angaben erfolgen ohne Gewähr für Vollständigkeit oder Richtigkeit. Es wird keine Haftung übernommen für Schäden durch die Verwendung von Informationen aus diesem Online-Angebot oder durch das Fehlen von Informationen. Dies gilt auch für Inhalte Dritter, die über dieses Angebot zugänglich sind.

Ein Dienst der *ETH-Bibliothek*
ETH Zürich, Rämistrasse 101, 8092 Zürich, Schweiz, www.library.ethz.ch

http://www.e-periodica.ch

L'ampleur des travaux de nécessité a été réduite ensuite de la mobilisation. L'effectif des chômeurs mobilisés, qui avait passé de 3800 à 5100 en octobre, n'a plus été publié depuis.

Le tableau ci-dessous indique la répartition entre les diverses professions des personnes en quête d'emploi:

	Moyenne annuelle des personnes en quête d'emploi : 1939	1940
Industrie du bâtiment	16,676	5,966
Commerce, administration	3,229	1,802
Horlogerie	4,452	1,604
Manœuvres, journaliers	2,874	1,038
Industrie textile	1,535	1,030
Industrie des machines et métaux	3,032	841
Industrie hôtelière	1,252	769
Travail du bois et du verre	1,904	693
Professions libérales	887	538
Travaux de maison	572	497
Habillement, nettoyage	669	415
Arts graphiques	491	248

36 pour cent des personnes en quête de place appartiennent à l'industrie du bâtiment; viennent ensuite le commerce et l'administration avec 11 pour cent et l'horlogerie avec 10 pour cent.

Etant donné les circonstances, on peut considérer la situation économique comme très satisfaisante. Si l'activité économique se maintenait à ce niveau jusqu'à la fin des hostilités, nous pourrions nous estimer privilégiés. Mais les difficultés d'approvisionnement s'aggravent de mois en mois. Quoi qu'il en soit, il n'est pas possible de faire des pronostics sur l'évolution ultérieure de notre situation économique, pour la simple raison qu'elle dépend de facteurs que nous ne pouvons prévoir. La tâche des autorités compétentes est tout indiquée: renforcer l'organisation et la coordination des forces de production afin d'assurer de la manière la plus efficace notre défense nationale et de notre approvisionnement.

Economie continentale?

Par *Georges Keller.*

I.

La lutte dont l'issue déterminera pour une longue période le destin de l'Europe fait rage. Personne ne peut encore prévoir le cours de l'évolution. Et pourtant, partout, on se préoccupe déjà du régime économique de l'Europe de demain. Les puissances de l'Axe envisagent la création d'un « bloc économique » européen placé sous leur hégémonie. Avant de prendre position en face de

ce problème — dont chacun est conscient de l'importance qu'il revêt pour notre petit pays — il est nécessaire de préciser ce que nous pourrions appeler

les buts économiques de la guerre actuelle.

Lorsque l'Empire allemand a été fondé, les territoires coloniaux les plus riches étaient déjà occupés. Le créateur de l'Empire allemand, Bismarck, n'attachait pas une grande importance à la possession de colonies. Cette conception n'a commencé à évoluer qu'au fur et à mesure du développement industriel de l'Allemagne. Au cours des années qui suivirent immédiatement la guerre de 1870/71, le Reich était encore un Etat agricole exportant des céréales et du bétail. Au début du XXe siècle, la situation est toute différente. L'Allemagne importe le sixième des denrées alimentaires nécessaires. Par ailleurs, le développement prodigieux de l'industrie exige l'importation de quantités considérables de matières premières, dont la plus grande partie en provenance des pays d'outre-mer. Les denrées alimentaires et les matières premières importées doivent être payées. L'exportation de produits manufacturés s'impose toujours plus fortement. Le passage rapide du régime agricole au régime industriel a pour conséquence une forte augmentation de la population, qui passe de 40 millions seulement en 1870 à 45 millions en 1895 et à 63 millions en 1910. Les villes se développent avec une incroyable rapidité. Alors qu'en 1871 les deux tiers de la population vivaient encore à la campagne, cette proportion n'est plus que d'un tiers en 1914.

La forte imbrication de l'Allemagne avec l'économie mondiale a pour corollaire une dépendance croissante à l'égard des marchés internationaux. Il s'agissait donc d'ouvrir de nouveaux débouchés à la production industrielle allemande et de lui assurer de nouvelles sources de matières premières, notamment dans les pays d'outre-mer. Cette nécessité économique devait avoir pour complément une politique coloniale et navale. « Notre avenir est sur l'eau. » Ce slogan de Guillaume II caractérise excellemment les buts de la politique extérieure allemande. C'est ce qui explique la course aux armements navals dans laquelle s'est engagée l'Allemagne au cours de la période qui a précédé la première guerre mondiale.

Aussi longtemps que le tonnage de la flotte allemande est demeuré nettement inférieur à celui de la flotte britannique, une entente entre les deux Etats demeurait possible. Mais, à partir du moment où il apparut que le but de l'Allemagne était de posséder une flotte capable de tenir en échec la flotte britannique, il est évident que la Grande-Bretagne devait se sentir directement menacée. En effet, la prospérité économique de l'Angleterre reposait — et repose — entièrement sur la domination effective des mers, sur l'hégémonie navale. Aucun Etat plus que la Grande-Bretagne n'est dépendant à ce point de l'importation régulière de produits

alimentaires et de matières premières d'outre-mer. Si elle était interrompue, ne fût-ce que pendant six semaines par un blocus efficace, la Grande-Bretagne — de l'aveu même d'experts autorisés — serait obligée, par la famine et l'arrêt de ses usines, à conclure la paix. La liberté des mers et la possession de la marine la plus puissante constituent donc pour l'Angleterre une question vitale.

L'Allemagne considérait l'hégémonie maritime de la Grande-Bretagne comme une « tyrannie » et demandait le libre accès de toutes les routes maritimes. « La voie la plus directe vers l'Océan, lisons-nous dans un ouvrage allemand, si nous voulons éviter à nos navires la route la plus longue, plus coûteuse et plus dangereuse des Shetland, passe par le canal de la Manche. La flotte anglaise et, éventuellement, la flotte française, sont facilement en mesure de nous couper cette voie. Pourtant, dans les pays lointains, le commerce, la navigation, les émigrants et les missionnaires allemands ont besoin de la protection de nos navires de guerre. Dans les conditions actuelles, une grande puissance ne peut se faire respecter qu'à la condition de posséder une flotte de haute mer de premier ordre. Le premier, notre Kaiser a compris cette vérité; il a su en tirer les conséquences. » On peut donc dire que le développement pris par la flotte allemande a été l'une des raisons principales de l'entrée en guerre de la Grande-Bretagne, dans le but de détruire la puissance navale de l'Allemagne. La défaite allemande permit aussi à l'Angleterre de réaliser pleinement ses buts.

La situation s'est radicalement modifiée depuis 1933. L'Allemagne nationale-socialiste a repris la politique d'armements militaires et navals du second empire. Un nouveau conflit avec la Grande-Bretagne devenait inévitable, et cela d'autant plus que le nouveau régime allemand avait inscrit à son programme une nouvelle répartition des sources de matières premières et le retour des colonies perdues à la fin de la première guerre mondiale.

La lutte pour les matières premières n'est pas un élément nouveau de la politique extérieure. Dans l'histoire du capitalisme, elle caractérise la période de l'évolution dite impérialiste. Au cours de l'après-guerre, et tout particulièrement depuis la fin de la crise économique mondiale, la question des matières premières est devenue l'un des problèmes les plus aigus et les plus graves de la politique économique mondiale. Aussi longtemps que la circulation des biens et des capitaux s'est effectuée normalement entre les Etats, l'acquisition des matières premières nécessaires ne s'est pas heurtée à de grandes difficultés. Mais lorsque après la guerre mondiale les pays neufs poussèrent activement leur industrialisation et que les Etats-Unis, le principal créancier du monde et détenteur de matières premières, se refusèrent à accepter des marchandises en échange de leurs livraisons, lorsque, sur tous les marchés mondiaux, la plupart des matières premières ne purent plus être obtenues que contre paiement comptant en or ou en « devises » fortement garanties, les pays qui ne disposaient pas de sources suffisantes de

matières premières, les « Etats prolétariens » tentèrent de remédier à cette situation par l'autarcie. Toutefois, le développement de ce système, nous le voyons aujourd'hui, a été, dès le début, davantage qu'un simple adjuvent: il a été commandé par des raisons avant tout militaires, qui font passer la question du prix de revient au second plan. Comme on le sait, les produits synthétiques coûtent infiniment plus cher que les matières premières ou leurs dérivés de même qualité; en outre, ils ne peuvent pas être fabriqués en quantité suffisante. C'est pourquoi, en dépit de leur effort gigantesque, les puissances de l'Axe demeurèrent fortement dépendantes des marchés de matières premières. Or, ces marchés sont presque tous situés outre-mer. Leurs voies d'accès sont fermées par la flotte britannique. C'est ce qui explique que la lutte ait été engagée en partie pour « la liberté des mers ». En réalité, c'est une lutte pour une nouvelle répartition des matières premières, pour un nouveau partage du monde. Telle est la signification économique de la guerre actuelle. Du point de vue économique, elle n'est pas autre chose que la continuation de la première guerre mondiale.

Pour une économie continentale.

La conception de « l'économie continentale » propagée aujourd'hui est relativement récente. En septembre 1915, en pleine guerre mondiale, Fritz Naumann, l'un des pionniers de l'impérialisme allemand, publia son ouvrage retentissant « Mitteleuropa », dans lequel il préconisait la constitution d'un bloc économique de l'Europe centrale. Il part de l'idée que l'avenir appartient aux « grands espaces économiques ». « Plus les relations seront mieux réglées dans le cadre de l'économie mondiale, écrit-il, et moins un peuple de 70 millions d'habitants seulement sera en mesure de suivre souverainement ses voies. Partout son isolement se heurterait aux principes nouveaux: l'Angleterre aux Anglais, l'Amérique aux Américains, la Russie aux Russes! Chacun de ces grands espaces économiques s'efforce de se tirer soi-même d'affaire dans l'économie mondiale. » C'est pourquoi, selon Naumann, il est indispensable de prévenir l'isolement de l'Allemagne par la constitution d'un bloc économique de l'Europe centrale dont l'Allemagne, l'Autriche-Hongrie et la Turquie eussent formé le centre. L'ère des petits Etats ayant pris fin et seuls les grands Etats pouvant encore avoir quelque signification, Naumann estimait que les petits Etats scandinaves, les Pays-Bas, la Suisse, la Roumanie, la Serbie, la Grèce et d'autres encore se rallieraient à ce nouveau bloc économique dont la direction devrait être confiée à un Etat de « 1re classe », en d'autres mots à l'Allemagne. Il va sans dire que ces plans prévoyaient l'établissement d'une certaine autarcie. La division du travail entre les divers pays devait être réglée selon leurs productions complémentaires. Les pays balkaniques, par exemple, auraient fourni les matières premières et agricoles et les pays industriels les produits manufacturés. Telle est, dans ses grandes lignes,

la conception de Naumann. Ajoutons qu'il ne croyait pas à une victoire complète de l'Allemagne et se représentait l'issue de la guerre comme une sorte de partie remise.

Après la guerre, divers plans de collaboration entre les pays européens ont été mis sur pied. Mais, au lieu de préparer la voie à une union européenne, les traités de Versailles, de Trianon et de St-Germain ont renforcé ce que l'on a appelé la « balkanisation » de l'Europe. Au lieu de 28 Etats, le continent en comptait 34 après la guerre. Des barrières douanières de plus en plus hautes entravèrent sa reconstruction économique. Tous les pays, jusqu'aux plus petits, s'efforcèrent de développer leur production industrielle afin de se rendre indépendants des autres Etats. A cette Europe divisée, où toutes les énergies tiraient à hue et à dia, s'opposaient de grands espaces économiques: l'Empire britannique, l'Union des Soviets, les Etats-Unis d'Amérique. Les partisans de « Pan-Europe » proposaient la création d'une union douanière européenne, ce qui aurait permis, selon eux, d'unifier un espace économique de 340 millions d'habitants. De cette manière, les Etats-Unis d'Europe auraient occupé le troisième rang parmi les empires mondiaux. De l'avis du mouvement « Pan-Europe », la Grande-Bretagne et la Russie ne pouvaient être admises dans cette confédération d'Etats, leurs intérêts vitaux étant hors d'Europe. Sans vouloir procéder ici à un examen critique des vues de « Pan-Europe », disons qu'elles n'étaient pas dénuées d'importance historique. Leurs partisans ont reconnu à temps la nécessité d'une union économique et politique de l'Europe. Tous les plans d'organisation économique du continent établis ultérieurement ont été influencés par les conceptions.

Toutefois, ce n'est guère qu'après la grande crise économique que l'idée d'une économie continentale a pris une véritable actualité politique. Après cette catastrophe économique sans précédent, de nombreux Etats s'efforcèrent de relâcher leurs liens avec l'économie mondiale tout en tentant, parallèlement, de resserrer leurs rapports économiques avec un « espace économique fermé » donné par la géographie, les conditions de production et les rapports économiques. Chaque Etat, dans le cadre d'un de ces « espaces économiques », espérait accroître les chiffres de son commerce extérieur, tout en réalisant le plus haut degré possible d'autarcie. On affirmait que l'économie mondiale était en pleine transformation, que les échanges internationaux d'Etat à Etat appartenaient au passé et devaient être remplacés par des rapports directs entre des « blocs économiques ». Il n'est pas sans importance de soumettre cette conception « d'économie spatiale » à un examen.

Economie mondiale ou « économie spatiale »?

Le plus grand des « espaces économiques » est l'Empire britannique. Il couvre le 26 pour cent de la surface du globe et comprend environ le 25 pour cent de la population mondiale. En 1937, la Grande-Bretagne venait en tête du commerce mondial; elle assu-

mait le 13,9 pour cent des échanges internationaux. A l'issue de la grande crise économique mondiale, la Grande-Bretagne resserra ses liens économiques avec les Dominions. Les traités d'Ottawa sont l'expression la plus typique de cette nouvelle politique économique. Ils eurent pour résultat un accroissement des échanges entre les diverses parties de l'Empire. Alors qu'en 1931 les Dominions n'assuraient que le 25 pour cent des importations britanniques, ce chiffre avait passé à 37,8 pour cent en 1937. Pendant la même période, les exportations britanniques vers les Dominions passèrent de 38,9 à 48,3 pour cent. Comme on le voit, les traités d'Ottawa ont effectivement renforcé les liens entre les divers membres de l'Empire britannique. Il est néanmoins intéressant de constater qu'en dépit des rapports économiques étroits de l'Angleterre avec l'Empire, les deux tiers des importations britanniques continuent de provenir de pays étrangers.

De même, les exportations britanniques sont dirigées en grande partie vers les marchés étrangers; plus de la moitié de ces exportations sont absorbées par des pays qui ne font pas partie de l'Empire. En conséquence, le marché britannique n'est pas en mesure d'acheter la totalité des produits agricoles et des matières premières des Dominions. C'est par exemple le cas pour la production de blé du Canada, qui dépasse, de loin, les besoins de la Grande-Bretagne. D'autre part, les Dominions s'efforcent de développer leur production industrielle. « Alors qu'en 1914 le Canada n'avait pour ainsi dire pas d'industrie, il figurait en 1928 au cinquième rang des pays producteurs de produits finis. » (Stoye: « Die geschlossene deutsche Wirtschaft » — L'économie allemande fermée — Berlin, 1938.) Il va sans dire que cette industrialisation croissante des Dominions a empêché la Grande-Bretagne de maintenir au même niveau ses exportations de produits manufacturés vers les Dominions. C'est ce qui explique pourquoi l'énorme espace économique constitué par l'Empire britannique ne saurait remplacer le marché mondial ni pour la Grande-Bretagne ni pour les Dominions. Le Japon nous fournit un autre exemple des possibilités limitées de concentrer tout le commerce extérieur d'un pays dans un « espace économique » donné. Cet exemple est d'autant plus caractéristique que, dans le cadre de la nouvelle répartition du monde, les puissances de l'Axe ont dévolu au Japon l'organisation de l'espace économique d'Extrême-Orient.

Comme on le sait, le Japon, parmi les grands Etats industriels, est le plus pauvre en matières premières. En ce qui concerne les matières premières textiles, par exemple, il dépend entièrement de l'étranger. Le Japon ne produit lui-même que de 1 à 2 pour cent de la laine brute travaillée dans ses usines, le 5 pour cent du coton le 25 pour cent du jute et le 26 pour cent du lin. La situation est également des plus précaires en ce qui concerne les minéraux. Le 76 pour cent du minerai de fer doit être importé, le 78 pour cent du manganèse, le 100 pour cent du nickel, le 92 pour cent du plomb, le

72 pour cent du zinc, le 83 pour cent du pétrole brut, le 97 pour cent de la benzine, etc. Les principaux fournisseurs sont les Etats-Unis et la Grande-Bretagne.

Quelle serait la situation si le Japon obtenait vraiment l'hégémonie dans l'espace économique extrême-oriental, en d'autres mots sur la Chine? Selon des estimations allemandes, l'indépendance du Japon à l'égard de l'étranger passerait à 40 pour cent pour la laine, à 51 pour cent pour le coton, à 71 pour cent pour le lin, à 18 pour cent seulement pour le jute. La situation s'améliorerait également pour le minerai de fer, l'étain, le manganèse et, dans une proportion moindre, pour le plomb, le zinc et le pétrole brut. « Quoi qu'il en soit, écrit le «Wirtschaftsdienst » du 1er novembre 1940, le Japon ne pourra renoncer pendant longtemps aux importations en provenance des pays situés en dehors de son « espace économique ». Même après l'organisation de son grand «espace économique» (des grossstaatlichen Wirtschaftsraumes) le Japon continuera de dépendre des importations de matières premières en provenance des pays restés en dehors des « blocs économiques »; il sera donc obligé de consacrer une partie de son activité économique à couvrir le financement des achats de matières premières demeurant nécessaires par des exportations destinées à lui assurer les devises indispensables. »

Economie politique.

La situation économique au cours du dernier trimestre 1940.

Vue d'ensemble.

A l'étranger l'évolution que nous avons mentionnée dans notre dernier rapport trimestriel — le renforcement de la production de guerre et de l'autarcie — s'est poursuivie.

Au cours du quatrième trimestre, notre économie nationale a maintenu intégralement son activité; la production industrielle s'est même accrue. Par contre, nos importations ont reculé comparativement à la même période de l'année précédente; on enregistre toutefois une amélioration en regard du troisième trimestre. L'effectif du chômage a été inférieur à celui du quatrième trimestre 1939 bien qu'en décembre, ensuite des grands froids, le nombre des chômeurs complets ait atteint 22,861.

Les divers secteurs économiques.

La situation favorable enregistrée sur le marché des capitaux au cours de l'automne n'a pu se maintenir, bien que l'afflux persistant des capitaux rentrés de l'étranger ait permis à la Banque nationale d'augmenter de 400 millions de francs son encaisse d'or et de devises. Le rendement des obligations de la Confédération, qui avait atteint son point le plus bas en octobre avec 3,5 %,